La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

18ème année - N° 3098 - Mercredi 14 Février 2018 - Prix : 200 Fc

ASSISES NATIONALES

Le parti Dudja adhère sans réserve aux conclusions des assises



Parti Dudja en conférence de presse pour soutenir les assises

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Février 2018

Lever du soleil:
06h 05mn
Coucher du soleil:
18h 37mn

Fadjr :	**04h 53mn**
Dhouhr :	**12h 25mn**
Ansr :	**15h 52mn**
Maghrib:	**18h 40mn**
Incha:	**19h 54mn**



CRISE DE LA DÉCHARGE D'ITSOUDZOU

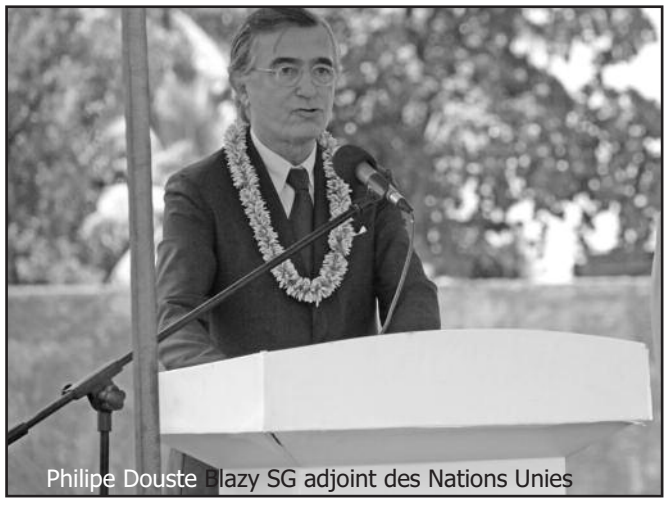
Les villages riverains du site appellent à l'apaisement

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

INTERVIEW PHILIPE DOUSTE BLAZY, SG ADJOINT DES NATIONS UNIES

"*Pour une fois qu'une table ronde se tient en dehors de tout conflit, c'est important d'affirmer ici l'importance de ces assises*"


Philipe Douste Blazy SG adjoint des Nations Unies

Les assises nationales pour les 42 ans d'indépendance ont pris fin lundi dernier. Un rendez-vous marqué par la présence de Philipe Douste Blazy, le secrétaire général adjoint des Nations Unies. Il a trouvé positif d'organiser ces assises nationales en dehors de tout conflit, de crise socio-économique voire militaire.

Question : Comment vous êtes-vous retrouvé présent à ce grand rendez-vous comorien ?

Philipe Doute Blazy : J'ai eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le président de l'Union des Comores et il m'a invité à titre personnel. Je suis venu ici, parce que je pense qu'il est plus important de tout faire pour avoir une Union des Comores, d'avoir des assises nationales et je trouve très positif qu'autour de la table, les différentes forces de la société civile, les différentes forces du secteurs publics et du privé se retrouvent. Et donc je suis venu passer 24 heures et repartir.

Question : Dans le bilan des 42 ans d'indépendance, il y a la question de Mayotte. Et vous êtes un ancien ministre des affaires étrangères français. Quel est le lien ?

P.D.B : Nous avons été très heureux de recevoir le chef de l'Etat comorien pour la COP 21. Et les Comores ont vraiment joué un rôle très important comme d'ailleurs beaucoup d'autres îles parce que les îles sont fondamentales. Puis l'autre jour au One Planet Sommet organisé par le président Macron mais également l'ONU et la Banque Mondiale, le président de l'Union des Comores était là. Donc c'est tout à fait normal que je sois là à titre personnel pour saluer ce dialogue national qui, en définitif, est très important parce que c'est un dialogue. Et encore une fois, je pense que la seule solution en politique est le dialogue. J'ai toujours cru à la politique et la diplomatie et je n'ai jamais cru au discours de haine.

Question : Le fait de participer à ces assises ne donne pas une certaine visibilité internationale à l'évènement ?

P.D.B : L'objectif est d'essayer toujours de renforcer les endroits au monde où on se parle. On vit tellement dans l'incompréhension, dans la haine, dans le protectionnisme et dans l'égoïsme. Et pour une fois qu'une table ronde se tient en dehors de tout conflit, en dehors de crise socio-économique voire militaire, je crois que c'est important d'affirmer ici l'importance de ces assises.

Question : Ces derniers temps, on dit que vous vous retireriez de la vie politique. Vous le confirmez ou pas ?

P.D.B : Je n'ai jamais fait autant de politique internationale qu'aujourd'hui. Nous sommes en train de créer une organisation qui s'appelle « Unit Life », qui est une organisation qui vise à lutter contre la malnutrition chronique, qui est aujourd'hui le grand fléau de l'humanité. Pourquoi, parce que personne ne sait c'est que la malnutrition chronique. C'est la maladie la plus fréquente, la moins connue et la moins financée. Aujourd'hui, il y a un enfant sur cinq qui souffre de cette maladie, qui est terriblement injuste parce que ça frappe essentiellement les pays en développement. Et moi c'est mon rôle de sensibiliser sur cette maladie. J'estime que c'est un sujet non seulement géopolitique mais aussi sanitaire. Et c'est de la politique. La politique en grand P. Ce n'est pas la politique politicienne. Et c'est vrai que je fais de moins en moins de la politique politicienne et de plus en plus de politique internationale et je m'en réjouis.

Question : Et vous en avez parlé au président Azali Assoumani ?

P.D.B : Bien sur ! J'ai parlé avec lui car c'est un sujet majeur. Et c'est une des raisons de ma venue pour savoir comment on peut améliorer la santé globale et en particulier la santé dans les îles. Il faut améliorer la santé publique dans tout les pays en développement dont les Comores et c'est quelque chose qui m'a toujours animé depuis 12 ans maintenant que je travaille pour la santé mondiale.

Propos recueillis par MY

COURRIER

Les gouverneurs des îles ont boudé ces assises

En convoquant durant près de huit jours (5 au 12 février) au Palais du Peuple à grands frais et en grande pompe, un dialogue sincère et sans calcul connu sous l'appellation Assises Nationales, qui ne sont pas imposées par la communauté internationale, mais négociées par le mouvement du 11 aout. L'objectif proclamé en était « le bilan des 42 ans d'existence de l'Etat comorien ». Le président Azali et son parti, la Convention pour le renouveau des Comores (Crc) espéraient y trouver une solution consensuelle, globale, efficace et durable à la grave crise multidimensionnelle politique, économique, sociale et culturelle qui servit dans notre pays.

Or, il n'en fut rien. Malgré les efforts menés par le président du CPAN, on a constaté que le résultat de cette rencontre est en demi-teinte. En effet, les trois gouverneurs des îles ont signé récemment une déclaration politique commune où ils rappellent que la présidence tournante est un acquis considérable pour la stabilité politique de ce pays. Ces personnalités politiques de différents horizons interpellent le président de l'Union sur le maintien de la constitution de la 3ème république et le respect des institutions qu'elle lui confère.

Les observateurs politiques ont interprété de plusieurs manières ce refus de dernière minute des trois gouverneurs et met le président actuel dans l'embarras. A titre de rappel, la synthèse des résolutions prises au cours de ces assises sera présentée aux citoyens et aux autorités compétentes c'est-à-dire du régime, particulièrement au président de la République qui dispose de la force exécutoire. Résolution qui pourrait recommander la révision de l'actuelle constitution.

La question qui se pose est de savoir si ces résolutions finales qui y ont été prises ont réellement répondu aux attentes de la communauté internationale, en particulier la France, premier partenaire ? Une autre question se pose. Le président Azali est-il tenu de soumettre toutes les résolutions issues des ces assises à referendum et particulièrement celle de la présidence tournante ? En cas d'avis défavorable d'un organe constitutionnel indépendant, qui sera saisi préalablement, le chef de l'Etat serait-il lié par l'objection des élus de l'assemblée.

L'actuelle Constitution de la 3ème République dans son titre VI prévoit la révision de la Constituions. L'article 37 stipule que « L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de l'Union et au moins un tiers des membres de l'assemblée de l'Union pour être adopté, le projet ou la proposition de révision doit être approuvé par les deux tiers du nombre total des membres des assemblées des îles ou par referendum. Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'unité du territoire et à l'intangibilité des frontières ».

Ou pourrait-il passer outre ? Rappelons que cette Constitution avait été adoptée en 2001 et révisée au forceps en 2009 par Sambi, et avait été contestée depuis par nombre de formations politiques, mais cela n'a pas empêché la tenue d'un referendum constitutionnel.

Que dieu sauve le pays

Salim Maabad

ASSISES NATIONALES

Le parti Dudja adhère sans réserve aux conclusions des assises

Le parti Dudja, de l'ancien président de l'ile autonome de Ngazidja Mzé Soulé Elbak, a déclaré soutenir les conclusions issues des assises nationales cloturées lundi dernier. Dans un point de presse, hier à Moroni, les militants du parti Dudja ont dit leur impatience de voir la commission chargée d'enquêter sur les détournements de fonds publics voir le jour.

"*C'est un acte historique et exceptionnel ! Tout le monde doit être content et se féliciter car il s'agit d'un enjeu national* », a dit hier mardi au cours d'un point de presse, Said Hamadi, secrétaire général du parti Dudja. C'est le premier parti à annoncer publiquement, son soutien aux conclusions des assises. Au lendemain de la tenue, à Moroni, de la cérémonie marquant la fermeture des assises nationales, le parti Dudja s'est exprimé.

Si beaucoup se plaignent que le pouvoir en place s'est accaparé les assises nationales et en a fait sa chose, Dudja n'est pas de cet avis: « C'est pour tous les Comoriens puisque les conclusions vont servir aux Comoriens d'aujourd'hui comme ceux de demain ». Le parti de Mzé Soulé Elbak, candidat malheureux aux dernières élections présidentielles, assure que l'idée de faire le bilan 42 années d'indépendance faisaient partie de leur programme lors de la campagne électorale : « Nous avions l'idée d'organiser des assises au 6eme mois de notre victoire. Azali l'a fait. Et de ce fait, nous soutenons l'idée », a dit le secrétaire général qui précise que Dudja est dans l'opposition mais « une opposition constructive ».

Convaincu du bien fondé des assises et des conclusions émises, Dudja prône la poursuite des actions dans ce sens pour des résultats probants: « Il faut aller de l'avant. Ce qui reste est plus important encore», assure Said Abdou Djaé, porte-parole du Dudja, prenant l'exemple d'un malade qui consulte son médecin. « *On ne s'arrête pas au diagnostic du docteur. Il faut continuer le processus, c'est à dire acheter les médicaments. Puis il y a la phase de prise des médicaments. Le moment est vraiment crucial. Il faut la contribution de tout le monde pour bâtir des Comores meilleures »*, a-t-il insisté.

C'est dans cet esprit que Dudja lance un appel aux autres formations politiques qui, « jusqu'à maintenant n'ont pas compris le sens exact de ces assises, de nous rejoindre ». S'agissant de l'éventuelle création, suite aux conclusions des assises, d'une commission d'audit pour enquêter sur les sociétés d'état, le parti Dudja y voit un acte louable: « Nous sommes partants. Nous nous donnerons les moyens de son succès », a dit Said Abdou. « Et même si l'enquête vise un membre du Dudja, nous sommes prêts à ce qu'il soit traduit en justice », ont-ils tenu à préciser.

Ibnou M. Abdou

CRISE DE LA DÉCHARGE D'ITSOUDZOU

Les villages riverains du site appellent à l'apaisement

Les villages avoisinants du site de la décharge d'Itsoudzou montent au créneau, quelques semaines après les échauffourées entre forces de l'ordre et jeunes de la région excédés par un site semble-t-il débordant. Dans une conférence de presse tenue samedi dernier, ils ont prôné l'apaisement et appellent à dépolitiser cette question.

Quatre des cinq villages avoisinant la grande décharge d'Itsoudzou ont tenu samedi dernier une conférence de presse. Au centre, la question de la gestion des fonds de ce site qui reviendrait selon leur dire à ces cinq localités riveraines de cette grande décharge de l'île de Ngazidja. Les conférenciers ont dans un premier temps démenti des supposés détournement de fonds et en ont profité pour appeler à l'apaisement.

D'après Ismael Mohamed Adame, membre du comité de pilotage censé avoir la gestion de la décharge, la communication entre les membres était quasi inexistante, raison pour laquelle il y a eu des malentendus. « Il faut à un moment donné se donner le temps de se rencontrer pour évoquer tous les actes défaillants, dans le but de trouver des solutions à l'amiable », a-t-il déclaré. Il déplore dans la même foulée tout acte pouvant mettre en péril la vie d'autrui.

« Nous voulons dans un premier temps sensibiliser toutes les localités voisines du site, car nous partageons le même souci, celui d'avoir un site bien conforme qui réponde aux normes d'une décharge d'ordures ménagères contrôlée, comme tous les sites du monde », a-t-il déclaré à la sortie de cette rencontre avec les médias. Et de continuer : « cela étant nous déplorons le fait que les propriétaires des camions se soucient peu de l'état de leurs véhicules, mais aussi des normes d'hygiène requises. Ce qui, le plus souvent provoque les incidents avec la population ».

M. Mohamed Adam appelle à nouveau à l'apaisement et à ne pas sombrer dans la violence. « Nous lançons un appel à toutes les parties, que la meilleur solution pour résoudre une crise c'est la négociation. Il faut s'asseoir ensemble pour parler, la seule voie d'éviter les malentendus », a-t-il indiqué. Et de conclure : « nous restons les garants et les gardiens de ce site. Et nous ne laisserons en aucun qui conque décider à notre place ».

Maoulida Mbaé

TRANSPORT AÉRIEN :

Vigor Aviation représentera Pelican en attendant son certificat

Le temps qu'il devienne effectivement une compagnie de droit comorien, Vigor Aviation va représenter une autre compagnie tanzanienne dénommée Pelican, ayant bénéficié de la neuvième liberté de l'air auprès des autorités comoriennes.

Après avoir acquis le Cristal Itsandra devenu aujourd'hui Golden Tulip Ressort and Spa, Vigor est en passe de devenir opérateur aérien. Selon le directeur de sécurité de vol de l'agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie, Ezi-Eldine Youssouf, Pelican qui serait une compagnie aérienne de droit tanzanien a bel et bien obtenu auprès de la vice-présidence en charge des transports, les autorisations nécessaires.

« Pelican a obtenu du ministère des transports la neuvième liberté de l'air. Ils ont choisi Vigor pour les représenter aux Comores », détaille Ezi-Eldine. Notons que la fameuse 9ème liberté de l'air, autrement appelé cabotage, est un droit pour un transporteur d'un Etat d'assurer un service entre deux points situés sur le territoire d'un autre Etat. Pour le cas des Comores, c'est évidement le transport entre les îles.

Vogor a, depuis le 11 août 2017, signé le contrat définitif pour la reprise de l'hôtel le Cristal Itsandra avec le gouvernement comorien. Il était prévu de rajouter 30 chambres supplémentaires avant janvier 2018. Un projet non réalisé, hélas ! Outre Itsandra, Vigor aurait selon des sources proches du dossier, repris Com'Air Assistance à hauteur de « 75% ».

Toufé Maecha

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES (FFC), SCRUTINS

A J-10, les intérimaires s'attellent aux derniers préparatifs


Président par intérim de la Ffc

La Ffc a érigé en cheval de bataille le principe, cher à Moroni-sud, selon lequel « Ndrongo Kabla, littéralement, le plus tôt c'est le mieux ». Le 24 février prochain, elle organise, en présence de la Fifa et de la Caf, l'assemblée générale élective de l'institution. A J-10, elle est déjà plongée dans les préparatifs. Deux postes sont à pourvoir : président et membre. Certains candidats exclus de ce marathon électoral contestent déjà.

"*Nous faisons appel à la vigilance de toute la communauté footballistique. Ces scrutins sont libres, démocratiques et transparents* », apaise Omar Hassan Ali, patron par intérim de la Ffc. Cinq prétendants sont en concurrence pour occuper, par voie légitime, les deux postes de la Ffc à pourvoir : Housseine, Issouf Chaéhoi et Saïd Ali Saïd Attoumane pour le poste de président et Mhoussine Bacar et Razida Mchangama pour le poste de membre.

Une voix discordante s'élève. Salim Ben Ali est un prétendant au poste de président. Sa candidature est invalidée « en 1ère instance » pour insuffisance de parrainage et confirmée « en appel » par la Commission Nationale d'Éthique. Il s'insurge : « On croyait que le départ de Tourqui Salim [président de la Ffc démissionnaire, couteau à la gorge, Ndlr] allait changer les choses. Nos recours sont rejetés en appel. Mais, on n'a pas baissé les bras.».

Le sort de la Ffc repose sur les bulletins de 54 votants, dont Ngazidja (22), Ndzouani (18) et Moili (14). « Tout se déroulera en présence de trois observateurs internationaux, Fifa (2) et Caf (1). Les participants (délégués, invités et presses) seront munis de badges », rappelle le président intérimaire de la Ffc.

Le patron de Mlawuni Club d'Itsinkudi (Washili), livre ses appréciations après les primaires, organisés par la Ligue de Ngazidja : « Ils y avait cinq candidats. Nous avons choisi Razida Mchangama de Coin nord et Mhoussine Bacar de Bonbon Djema. Ils servent énormément le football. Attention, je ne dis pas qu'ils sont sains. Mais, je suis convaincu que, élus ou non, ils continueront à se sacrifier pour le développement du football ».

Bm Gondet



HABARI ZA UDUNGA

Passionnantes et désespérantes

Un expatrié sur le point de partir des îles de la lune, a, au cours d'un pot d'adieu, eut ces mots qui résument bien notre pays. Il disait entre autres choses que les Comores étaient à la fois passionnantes et désespérantes. Ces deux concepts synthétisent en effet assez bien les caractéristiques majeures de la vie dans les îles de la lune. De prime abord, quand l'étranger débarque chez nous, il a quelques appréhensions, dans la mesure où de l'extérieur nous ne pouvons pas dire que nous avons bonne presse.

Les coups d'état, les coups tordus et autres crocs en jambe sont présentés à tort comme l'apanage de notre pays. Cette image de sultans batailleurs qui nous colle à la peau est cependant loin de correspondre à la réalité. Et pourtant, il nous faut savoir que dans le monde surmédiatisé par les l'Internet et les réseaux sociaux dans lequel nous vivons, les faits les plus minimes prennent un poids considérable, vus de l'extérieur. Le problème est que nous ne semblons pas prendre la mesure des impacts négatifs que tout cela représente pour nos minuscules îles.

Les assises qui viennent de se dérouler même si elles sont loin d'apporter la réponse aux maux qui nous accablent peuvent être un point de départ pour un sens civique qui nous manque.

En effet, quand chaque nouveau chef d'état veut changer la constitution existante, lui qui devait être le premier à la respecter, il y a de quoi être sceptique

Les habitants des îles de la lune savent pertinemment que ce n'est pas en changeant X par Y, que l'équation du sous-développement actuel sera résolue. Avant même de chercher des explications de cette situation en termes de manque de moyens financiers, déficit d'organisation, de carences au niveau des structures publiques et autres errements des dispositifs induits par les bailleurs de fonds et autres raisons à dormir debout. Il faudrait impulser une véritable révolution des structures mentales dans lesquelles nous évoluons depuis des décennies en voulant vivre dans le confort sans l'effort.

En acceptant de vivre au dessus de nos moyens, nous ne faisons que prolonger notre mal-vivre. L'autre jour, un « je-viens » me demandait comment nos compatriotes arrivent à tenir le coup avec le niveau de vie actuel ? Je lui ai dit que sincèrement je n'en savais rien et que si j'avais la réponse, je serai peut-être à sa place, posant la même question.

Mmagaza